

La bazoche en Valais.

Les vestiges, les réminiscences du lointain régime savoyard que j'exhume aujourd'hui sont réduits à une proportion si menue que je ressens, à vous les présenter, l'embarras et la confusion d'un directeur de musée qui, de ses spécimens animaux, ne pourrait montrer à ses visiteurs que la queue ou l'oreille.

En effet, s'il ne reste rien à apprendre après les travaux de Ed. Fournier,¹ de Petit de Jullleville,² de Lintilhac³ et surtout d'Henri Perrin⁴ sur la *Bazoche* et autres sociétés analogues : les *Enfants sans souci*, les *Sots*, les *Enfants de Ville*, ainsi que sur les *Abbeyes* de jeunesse en France, en Savoie et dans le Pays de Vaud, leur apparition en Valais n'avait pas été, que je sache, signalée jusqu'ici. De leur existence chez nous, il ne subsiste guère que des traces insignifiantes, d'abord parce qu'il est plus que probable qu'elles n'avaient pas de protocoles, et ensuite parce que nos archives antérieurs à 1475 ont été transportées à Turin ou ont été anéanties au cours des siècles.

Rappelons en deux mots que les membres de ces confréries, dirigées par un *abbé* ou un *capitaine* électif, se livraient à l'origine à des représentations scéniques d'un caractère tour à tour grave ou bouffon (mystères, moralités, farces); ils dévièrent peu à peu de leur but primitif et étendirent leur activité à des délassements d'un genre plus profane; en Savoie, par exemple, comme en Valais, ils s'adonnèrent au tir à l'arc ou à l'arquebuse — le tir au *papégay* subsista à St-Gingolph jusque vers 1860 et est encore pratiqué à la Tour-de-Peilz — et présidèrent aux jeux des Rois, et de carnaval, aux vogues, aux parades, aux plantations de l'*Arbre de Mai*, sans oublier les charivaris aux veufs qui reconvoaient et aux personnages à qui leur haute situation garantissait l'impunité de leurs écarts. Mais finalement, ils tombèrent dans de tels excès et désordres que les autorités durent intervenir : ainsi, en 1545, un arrêt du Conseil de Berne supprimait l'Abbaye de Jeunesse de Lausanne et la condamnait à 100 écus d'amende pour ses scandales répétés; et en 1560, le Sénat de Chambéry défendait « de faire aucunes abbeyes, charivaries ou autres assemblées et congrégations illicites à peine de dix mil livres »

Pour que leurs Excellences du Haut-Valais aient toléré, après la conquête,

¹ « Le Théâtre français avant la Renaissance », 1872.

² « Les Mystères », 1880. — « Les comédiens en France au moyen-âge », 1885.

³ « Histoire générale du Théâtre en France ».

⁴ « La Bazoche, les abbeyes ou la Jeunesse et les Compagnies de l'arc, de l'arbalète et de l'arquebuse en Savoie ». 1865.

leur maintien à Sembrancher et à St-Maurice, et peut-être ailleurs, il est permis de supposer qu'ils ne dépassèrent pas les limites d'une relative sagesse.

Il existe dans les archives du premier de ces bourgs un dossier de quinze documents en latin relatifs à un procès entre les moines de Sembrancher et les héritiers de François Desterrand, abbé des dits moines. Quelques pièces accessoires se trouvent dans les archives de la famille de Loës, qui mentionnent en 1576, le *discret* François, « *clerycus, burgensis Sancti Brancherii, abbas coronatus bonorum monachorum abbatiæ* », lesquels s'assemblaient, ornés d'un insigne spécial, aux sons du tambour, du fifre et de la trompette, « *decenter eorum ornamentis secundum ordinem ipsius abbatis ornatorum ut in talibus fieri moris est quid quidem sono tube, pulsu tympani voceq, fistule ut in talibus fieri decet virtute sui juramenti ut moris est.* »

Voici le résumé succinct de ce procès dont le dénouement reste inconnu. François Desterrand, abbé de la confrérie, avait de son vivant, déclaré à ses joyeux compagnons que, s'il mourait sans postérité, il leur léguerait un de ses champs, textuellement : « Si je mouroz ouz traspasoz sans avoer êffans de mon corps descendent, je donnoz maz possession de Laz Vanz de Laz villaz az mes moennoz ».

Dieu seul fut témoin, avec les bénéficiaires, de cette donation verbale entre vifs. Desterrand décéda en 1567 sans l'avoir révoquée, ni couchée par écrit, ni en avoir nanti les siens. Belle matière à procédure ! Plusieurs années plus tard, en 1575, les « moennoz », alias *socii, sodales, monachi, boni monachi* : Pierre Anelli, clerc, Jean de Novacelle, notaire, Jean Ribordi, clerc, Denis et Maurice Cornut, frères, Etienne de la Croix, Martin et Pierre Chedal, père et fils, maître Etienne Dueys, forgeron, Jean d'Allèves, Etienne Paviot, Nicolas Paviot, Jean Grandjean, maître François Medici, forgeron, Maurice Cornut, l'ainé, Antoine Voutaz, le jeune, Antoine Formaz, le jeune, Jean Dueys, Jean Cornachon, Etienne Ansel, Thomas de laz Seaz (Delasoie), Etienne de Truchiis, Antoine Challant, Bastian Vaulet, Pierre Taramarcas, le jeune, et François Gaillard, tous bourgeois de Sembrancher, s'avisent d'entrer en possession du champ en question, et dans ce but, assemblés sur le pré de foire, ils donnent à leur abbé François de Loës, une procuration qui, en réalité, était une procuration mutuelle (21 août 1575); car la validité du legs était contesté par Etienne Desterrand, mère de François, laquelle avait épousé en secondes noces Jean-François Berodi, notaire,⁵ à qui elle avait confié ses intérêts.

Je vous fais grâce de la liste des comparutions des parties, d'août 1575 à février 1576, devant le châtelain de Sembrancher et Entremont, Gaspard Fabri, ainsi que des renvois, contumaces, mémoires échangés, témoins as-

⁵ Père du chroniqueur Gaspard et de l'historien de saint Sigismund.

signés, et ne retiendrai que l'essentiel de l'argumentation de la défenderesse : Les *sodales* n'auraient pas dû attendre huit ans pour réclamer ce champ, si réellement il leur avait été donné ; d'après les lois, ils auraient dû de suite en faire rédiger un acte et comparaître leurs témoins devant le châtelain dans les quarante jours après la donation. De plus, la volonté humaine est débile et variable et les prétentions des moines sont sujettes à caution ; elle les soupçonne de rien moins que de fraude et d'imposture ; la loi qui exige la dévestiture et l'investiture, fixe aussi que parmi ceux qui ne peuvent hériter se trouvent les moines et les « *servi religiosi* » qui n'ont rien à eux propre, qu'un abbé ne peut rien donner et que les moines ne peuvent recevoir qu'à manger et à boire. Le bouquet de ce plaidoyer est une charge furibonde contre l'esprit de licence et de débauche qui caractérisait les associations de ces prétendus moines : ...« *Si stulticia nonulorum est voluntaria ex quibus usibus an bonis aut pravis contracta necne, quorum desiderium est in platheis dissolutiones diu noctuq. sepius ostendere, atq. tanto magis gloriari qto ab eis turpius fit vel narratur. Hi enim nimina detegunt et suorum preminia multitudine obliviscuntur Exemplar tale. Quidam poeta de tali quali abbazia inquit : inter cetera munera quoq. vobis facta vias perditionis vobis ministrant; vestrq. nutibz stulte: hominum tempora vana detinetis; crapula quoq. in vobis. Et ceteris fomentum ministralis : haec ist agentibus scribuntur.* »

Le dossier ne renseigne pas si les moines jugèrent à propos de confondre ces imputations calomnieuses ou médisantes, qui au reste rejaillissaient, y avait-elle songé ? sur la mémoire du propre fils de la femme Berodi. Quoiqu'il en soit, la réplique de leur avocat Bastian de Neuvecelle montre plus d'objectivité et de retenue que l'attaque : il n'y a point de prescription pour les donations entre vifs ; à Sembrancher, tous les bourgeois sont les pupilles des syndics et les moines sont ceux de leur abbé, d'où leur droit de réclamer et de posséder sous prescription de trente ans. Desterrand n'est pas mort dans les quarante jours après sa donation, mais longtemps plus tard et les moines devaient attendre son décès pour se convaincre s'il n'aurait pas d'enfants. Les témoins sont unanimes à affirmer que Desterrand n'a pas changé d'avis, etc. Il conclut que les moyens de la défense sont nuls et que la donation doit être confirmée.

Les moines gagnèrent-ils le procès, dont les frais devaient dépasser l'enjeu ? Je l'ignore. Et du reste qu'importe ? Il nous suffit que ce procès ait contribué à sauvegarder leur souvenir.

* * *

C'est également grâce à un conflit, un conflit curieux dont une vache est la cause et la victime, que nous apprenons la présence à St-Maurice d'une confrérie de jeunesse, au sens profane du mot, car elle n'eut rien de com-

mun avec les nombreuses autres, à but pieux ou charitable, qui florissaient en cette Mecque valaisanne.

La *Bazoche* ou la *Badoche*, aussi orthographiée *Badauche* et *Badausse* ; tel est le titre dont elle se pare, à l'instar de ses émules de Chambéry ou d'Annecy. Elle est si ancienne que de l'aveu de l'abbé Claret, « on n'a aucune mémoire de son commencement. » Les jeunes gens qui en font partie doivent, tout comme à Sembrancher, appartenir à la noblesse et à la bourgeoisie, puisque les membres du Conseil privé, le dessus du panier du patriciat local, les traitent avec égard : *Messieurs les Badausseurs*, *Messieurs nos jeunes gens*, et les protègent avec une condescendance qui touche à la faiblesse.

Leur dernier exploit démontre qu'ils étaient restés fidèles à leurs primes traditions et qu'ils avaient conservé les instincts turbulents et frondeurs de leurs aînés.

Bien que siège de la magistrature et de la noblesse, l'antique cité avait encore au XVIII^e siècle un aspect mi-rural. Au long de l'artère principale, les écuries et leurs inévitables tas de fumier alternaient avec les boutiques, les pintes et les façades blasonnées des demeures des vidômes et des châtelains. Or à défaut d'un service de voirie officiel, il rentrait dans les attributions de la Basoche de se réunir chaque printemps pour dégager les rues, par où passaient les processions, des dépôts divers qui les obstruaient. Tout était ramassé et confisqué au profit de l'hôpital St-Jacques : le bois servait à la cuisine et à ses poêles, le fumier à ses prés et à ses champs. En compensation, le recteur offrait le lundi de Pâques à ces auxiliaires de fortune une collation plus ou moins copieuse. L'ancienneté de cette coutume avait fait considérer la réception par l'hospitalier comme un droit acquis. Les membres de la Bazoche arrivèrent à en revendiquer le bénéfice sans contre-prestation de leur part, estimant plus avantageux de vendre pour leur compte personnel le produit de leur butin ou même de transiger avec les propriétaires en défaut pour de l'argent ou quelques pots de vin.

La répétition en avril 1757 de ce procédé plutôt cavalier n'eut pas l'heur de plaire au chanoine Schiner, recteur de l'hôpital ; natif d'Ernen, il avait été juge du dixain de Conches avant d'entrer dans les ordres et l'on sait que la justice du Haut-Valais avait quelque parenté avec celle de Berne. De plus, ses biographes dépeignent le futur abbé comme un homme austère et vertueux. Autant de raisons pour expliquer l'accueil nettement négatif qu'il réserva aux prétentions des jeunes bourgeois. Il leur versa, paraît-il, quelques verres, mais refusa net l'accessoire solide auquel ils étaient habitués.

Alors ceux-ci se vengent de l'affront en pénétrant à l'écurie de l'hôpital, d'où ils emmènent une vache qu'ils séquestrent dans leur local.

Si à l'abbaye l'on s'émut de cette farce de gros calibre, en ville on en fit des gorges chaudes : l'hospitalier en nantit son supérieur, l'abbé Claret, qui

à son tour informa le gouverneur Imboden. Sommutation du gouverneur à la Bazoche de ramener incontinent le quadrupède chez son propriétaire. Refus et recours de la Bazoche au châtelain lequel transmet l'affaire au conseil privé.

Et celui-ci, composé du seigneur vidonde de Quartéry, du major Debons, du lieutenant Oddet, du fiscal Cattelany, du lieutenant de Quartéry, syndic, du châtelain Camanis, du lieutenant Preux, du commis Oddet, de Jacques Galley, syndic, du curial Barman, et des députés Louis Murisier, Louis Depraz et Nicolas Vulliod, s'assemble le 12 avril et délibère « de soutenir nos jeunes gens à ce sujet comme un droit établi par un long usage et autorisé par les Sgrs gouverneurs dessous (la Morge) où pareils et plusieurs cas sont arrivés de sorte que la vache ne doit être rendue qu'au cas où M. le Recteur se soumettra à la collation due ou qu'il donne une bonne caution et à ce défaut l'on comparaitra devant le Sgr gouverneur pour luy faire nos très humbles représentations. »

Une délégation de cinq de ses principaux membres se rendit auprès de l'abbé Claret pour lui exposer le point de vue de la ville et trouver un terrain d'entente. L'abbé répliqua par un mémoire dont une copie vidimée par les notaires de Vantéry et Gallay se trouve aux archives bourgeoises et dont des doubles furent remis à la Bazoche et à l'Hôpital.

Après avoir relaté l'origine et le cours du conflit, il concluait par l'ordonnance suivante : « ...Nous avons ordonné et ordonnons par les présentes au Rd Recteur moderne et à tous les recteurs futurs du dit hôpital de donner aux Badausseurs au tems accoutumé pour collation une longe de veau rôtie, ou du mouton avec une salade, si la saison le permet ou la valeur en d'autres mets, du pain et 2 ou 3 quarterons de vin du crû des vignes de l'hôpital à la condition expresse que la dite Badausse soit rétablie dans ses premières règles invariables et qu'elle donne ce qu'elle confisquera aux dits recteurs savoir les fumiers pour la culture des biens de l'hôpital et les bois à brûler pour l'affoyage et cuisine des pauvres, que si la Badausse retombe à la suite dans son abus et ne donne ny les fisques ni les rançons à l'hôpital, les dits Recteurs seront aussi déchargés de la dite collation... Si cependant les fisques se trouvaient une année copieux, l'année immédiatement suivante le Recteur ajoutera à sa discrétion quelque chose de plus à sa collation; bien entendu que les Recteurs feront voiturier les prises ou fisques à l'hôpital et les Badausseurs seront présents lorsqu'on les chargera pour soutenir leurs prises et empêcher que les propriétaires s'opposent à l'enlèvement... »

Mais le mandat abbatial, très acceptable pour le Conseil et la Basoche, s'adornait de ce péremptoire post-scriptum : « Bien entendu qu'on rendra incessamment la vache enlevée. »

Et c'est à quoi la contre-partie ne pouvait ni ne voulait se résoudre (19 avril).

Ainsi deux thèses s'affrontaient, deux thèses inconciliables quoique présentant un terme commun : pas de collation, pas de restitution, et d'autre part : pas de restitution, excommunication. Or, c'est cette dernière que choisit pourtant l'orthodoxe Conseil de St-Maurice.

En séance du 23 avril, tout en acceptant pour l'avenir les propositions de l'abbé Claret, ses membres persistaient, nonobstant les foudres ecclésiastiques qu'ils encourraient en vertu d'un certain décret du Concile de Trente, à couvrir de leur protection et de leur appui leurs jeunes administrés et à les engager à garder la vache séquestrée aussi longtemps que l'hospitalier ne leur aurait pas donné satisfaction.

Cette obstination provoqua la convocation du Chapitre abbatial, qui prit les décisions suivantes, (26 avril) :

« Le Chapitre ne peut accepter les propositions du Conseil parce que :
1° il n'existe aucun titre prouvant que l'hospitalier est astreint à l'angarie. Les deux parties sont censées être pupilles. La Badosse ayant cessé de donner ses fisques, l'hôpital est en droit de cesser de donner ce qu'il donnait par honnêteté.

2° il s'agit ici des biens de l'hôpital qui est le patrimoine des pauvres et l'hospitalier ne peut en conscience les dépouiller en faveur d'une bande de jeunesse qui n'en a aucun besoin.

3° par gain de paix et par considération pour le conseil, le Chapitre consent à s'en tenir en entier au plan de M. l'abbé sous cette modification que s'il n'y a aucun fisque, l'année d'après l'hôpital ne soit tenu à rien et à condition que cette jeunesse ne tombe plus dans les voyes de fait desendues par les lois divines et humaines. La Badosse ne peut justifier sa voye de fait ni se relever de l'excommunication qu'en rendant la vache avec ses fruicts. Les memes voyes de fait qu'on dit avoir été pratiquées par le passé et approuvées par les gouverneurs ne peuvent point justifier celle-ci. » Il conclut ainsi :

« Daigné agréer pour bien de paix le projet de notre abbé sous les modifications cy-dessus... ou éloigner cette Badausse qui est plus à charge au public qu'utile, ou laisser l'hôpital en repos et ne luy donnés rien de ces fisques. »

En même temps que la communication de ces décisions, le conseil recevait un mandat gouvernal lui intimant l'ordre de restituer l'animal sous peine de 25 livres d'amende. Sans se départir de son calme, il répondait (séance du 28 avril) que le mauvais procédé de l'hospitalier l'obligeait à soutenir ses droits.

Un accord intervint enfin entre les autorités abbatiale et bourgeoisiaie aux termes duquel « quand la Basoche apporterait quelque profit à l'hôpital, l'hospitalier s'en reconnaîtrait honnêtement; sinon non, et que la ville défen-

draît à cette jeunesse toute voie de fait au cas même qu'elle serait mécontente de la parcimonie du recteur. »

Qui l'emporta dans ce duel dont une innocente et inconsciente vache fut le prétexte ? en l'absence de documents, je ne puis préciser le nom du vainqueur, mais j'ai des raisons de supposer que ce fut le Conseil et ses protégés de la Bazoche. En effet, le recteur Schiner, dont la conduite ne pouvait être dictée que par le dépit et le ressentiment d'une cause perdue, s'appliqua à obtenir de la Diète la suppression de cette pétulante société, par l'intermédiaire du gouverneur Kalbermatten. Il ne réussit pas et le Conseil délibéra (30 avril 1762) « de faire voir au gouverneur le convenu fait avec le R^{me} Abbé et le jugement qu'en a porté le Sgr gouverneur Imboden. »

Mais pour survivre à son implacable ennemi,¹ elle n'en était pas moins condamnée à disparaître à son tour, probablement sous la domination française qui introduisit en Valais des méthodes sérieuses d'édilité et de police. La dernière mention qui en est faite date de 1804 ; avant de se livrer à sa manœuvre printanière, elle dut solliciter une autorisation officielle qui lui fut accordée à la condition de « se conduire d'une manière honnête et non licencieuse. »

Ainsi que je vous l'ai dit en commençant, je ne m'illusionne pas sur la valeur de cette évocation, hélas ! trop fragmentaire, de legs savoyards. Ne soyez pas plus exigeants que moi-même et considérez-la, cette évocation de farces pendables et de franchises lippées, comme une transition entre les graves travaux de mes trois devanciers, et la râclette que vous attendez avec impatience.

(Lu à la séance de Lens, le 19 juin 1932.)

J.-B. Bertrand.